

PAKISTAN

République islamique du Pakistan

CAPITALE : Islamabad

SUPERFICIE : 796 095 km²

POPULATION : 136 200 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : Muhammad Rafiq Tarar

CHEF DU GOUVERNEMENT : Nawaz Sharif, destitué et remplacé par Parvez Musharraf le 12 octobre

LANGUES OFFICIELLES : anglais, ourdou

PEINE DE MORT : maintenue

PAKISTAN

Des responsables de l'application des lois ont procédé à des arrestations arbitraires et commis en toute impunité des actes de torture et des exécutions extrajudiciaires. Au moins 258 personnes ont été condamnées à mort, le plus souvent par des tribunaux d'exception, à l'issue de procès inéquitables. Le gouvernement, la police et l'appareil judiciaire ont continué à ne pas tenir compte des droits des femmes, avec cette conséquence que des actes de violence perpétrés par des personnes privées, notamment les meurtres pour des questions d'honneur de centaines de femmes et de jeunes filles, ne donnaient pas lieu à enquête ou échappaient à toute sanction. Les droits des minorités religieuses, des journalistes et des défenseurs des droits humains étaient toujours menacés. Le nouveau gouvernement a pris quelques engagements en faveur de la protection des droits fondamentaux et a commencé à s'attaquer au problème de la corruption.

Contexte

Le niveau élevé de corruption, le non-respect de l'autorité de la loi et l'affaiblissement croissant des institutions civiles ont entraîné une série de crises, marquées par un conflit prolongé entre le gouvernement et la presse et le harcèlement des organisations non gouvernementales, notamment de groupes de défense des droits humains et des droits des femmes.

Les relations avec l'Inde, qui s'étaient améliorées pendant la visite en février du Premier ministre indien A.B. Vajpayee à Lahore, se sont une fois de plus refroidies avec l'incursion au mois de juin de groupes armés dans la région indienne de Kargil. Ces derniers ont accepté de se retirer en territoire pakistanais à la fin de juillet.

Des procédures pénales pour corruption ont été engagées, de manière très sélective, contre des membres de l'opposition. C'est ainsi qu'en avril l'ancien Premier ministre Benazir Bhutto et son mari, Asif Zardari, ont été condamnés à sept ans d'emprisonnement ; ils ont tous deux interjeté appel de cette décision. Benazir Bhutto est restée à l'étranger et son mari a été maintenu en détention dans le cadre d'autres affaires.

Des tensions politiques se sont fait jour au mois de juin dans le Sind lorsque le gouverneur qui administrait la province depuis octobre 1998 a été remplacé par un conseiller du Premier ministre Nawaz Sharif.

Arrestations massives et inculpations sans fondement ont été utilisées pour réprimer les mouvements de protestation déclenchés en juin dans l'ensemble du pays par des forces d'opposition unies et décidées à faire tomber le gouvernement.

Le 12 octobre, le Premier ministre Nawaz Sharif a, contre toute attente, destitué de ses fonctions le chef des forces armées, provoquant un coup d'État militaire. Se posant en chef du pouvoir exécutif, le général Parvez Musharraf a alors dissous le gouvernement de Nawaz Sharif, suspendu les assemblées nationale et provinciales, suspendu également la Constitution, et proclamé l'état d'urgence. Un Conseil national de sécurité comprenant des officiers de l'armée et des civils a été mis en place ; il était secondé par un gouvernement regroupant des militaires, des experts et des membres d'organisations non gouvernementales.

Défenseurs des droits humains

En mai, dans la province du Pendjab, près de 2000 organisations non gouvernementales ont été contraintes de mettre fin à leurs activités. Dans l'ensemble du pays, les organisations de défense des droits humains et des droits des femmes, notamment la Commission des droits humains du Pakistan, ont été en butte au harcèlement. Des journalistes ont été victimes de manœuvres d'intimidation, de menaces et d'arrestations arbitraires.

✓ En janvier, le propriétaire du groupe de presse *Jang* (Combat) a été inculpé sur la base d'accusations sans fondement. Il a reçu l'ordre de licencier des journalistes connus pour leur franc-parler et de soumettre certains

Opposants politiques

À mesure que les groupes d'opposition intensifiaient leurs campagnes contre la corruption et le mépris généralisé de la loi, un nombre croissant de militants politiques étaient arrêtés et placés en détention, souvent sur la base d'accusations manifestement infondées. Beaucoup d'entre eux ont été rapidement relâchés.

Des tribunaux d'exception appliquant une procédure accélérée – qui privait les accusés de leur droit à une véritable défense – ont continué de juger des opposants politiques et des suspects de droit commun. En février, la Cour suprême a déclaré inconstitutionnels les tribunaux militaires d'exception mis en place en 1998 ; en conséquence, toutes les affaires dont étaient saisies ces juridictions ont été renvoyées devant les tribunaux spéciaux institués en vertu de l'*Anti Terrorism Act* (ATA, Loi antiterroriste) de 1997. L'ATA a été amendée en avril, puis en août, afin de pouvoir s'appliquer à tout individu soupçonné d'avoir provoqué une « émeute ». Les dirigeants de l'opposition et les groupes de défense des droits humains craignaient qu'aux termes de cette disposition toute opposition légitime ne devienne une infraction pénale.

Exécutions extrajudiciaires et violences exercées sur des détenus

Au moins 260 personnes, suspects de droit commun ou prisonniers politiques, auraient été exécutées de façon extrajudiciaire. Certains observateurs estimaient que ce chiffre était bien en deçà de la vérité et que ces homicides s'inscrivaient dans une politique définie par les plus hautes instances gouvernementales. La police a souvent cherché à les dissimuler en affirmant qu'ils avaient eu lieu lors d'« accrochages » ou de fusillades entre policiers et criminels.

✓ En mai, des policiers de Mangawala, non loin de Sheikhpura (province du Pendjab), ont abattu cinq jeunes gens. Ils ont déclaré avoir agi en état de légitime défense après que ces derniers eurent ouvert le feu dans leur direction au cours d'un vol à main armée. L'information judiciaire a révélé que les cinq jeunes gens avaient été tués par les policiers alors qu'ils étaient détenus depuis un mois, et que les rapports d'autopsie avaient été falsifiés. Aucune mesure n'a été prise contre les policiers mis en cause.

✓ Des enquêtes judiciaires ont fait apparaître que plusieurs membres du *Muttahida Qaumi Movement* (MQM, Mouvement national unifié) avaient été victimes d'exécutions extrajudiciaires dans le Sind ; aucune mesure n'a apparemment été prise contre les auteurs de ces homicides. En juillet, l'assemblée provinciale du Sind a condamné ces agissements, et le Comité des droits humains du Sénat a exigé d'être informé du résultat des enquêtes. Les exécutions extrajudiciaires n'ont toutefois pas cessé.

Comme les années précédentes, le recours à la torture dans les prisons et les postes de police était monnaie courante ; au moins 52 personnes sont mortes des suites de sévices.

✓ Arman Danish a été arrêté le 12 janvier à Karachi. Sa famille n'ayant pas payé la somme indûment réclamée pour sa remise en liberté, sa mère a été informée qu'il serait tué. Lors de sa comparution devant le tribunal, cet homme a déclaré à ses proches qu'il avait été suspendu par les pieds et qu'on lui avait administré des décharges électriques. Il a succombé le 28 janvier aux suites d'une insuffisance rénale. Le policier chargé d'enquêter sur les circonstances de la mort d'Arman Danish a fait l'objet d'un blâme pour son manque de zèle. Personne, dans cette affaire, n'a néanmoins été inquiété par la justice.

Minorités religieuses

L'État n'accordait pas une protection suffisante aux membres des minorités religieuses. Les homicides pour motifs religieux ont atteint un point culminant en septembre : en l'espace d'une seule semaine, 35 personnes – des hommes, des femmes et des enfants appartenant pour la plupart à la communauté chiite – ont été tués arbitrairement. Le Premier ministre Nawaz Sharif a accusé les responsables d'avoir suivi un entraînement en Afghanistan, et il a appelé les taliban à fermer tous les camps de ce type. Les dignitaires chiites de Karachi ont été invités à embaucher des agents de sécurité privés ; en outre, des policiers ont été affectés à la garde des lieux de culte.

Au moins 54 membres de la communauté ahmadiyya ont été inculpés de blasphème ; huit d'entre eux ont été poursuivis aux termes d'un article de la Loi relative au blasphème, qui prévoit obligatoirement la peine de mort. Dans de nombreux cas, les autorités judiciaires ont ajouté aux plaintes des inculpations pénales, ce qui a entraîné le renvoi des dossiers devant des tribunaux antiterroristes, lesquels ne respectaient pas les garanties d'équité. Compte tenu du type de procédure suivie par ces juridictions, notamment du délai très court qui leur est imparti pour statuer, il est difficile, voire impossible, de garantir l'équité des procès. De plus, les accusés ne peuvent pas

outrageaient dans leur fierté de musulmans en profanant l'édifice en question, ainsi qu'un Coran qui se serait trouvé à l'intérieur. À la suite de cet incident, des mosquées ahmadies ont été attaquées dans une ville voisine, et 14 autres ahmadis ont été arrêtés pour les mêmes motifs que les personnes précédemment interpellées. Nazeer Ahmad Baluch a été maintenu en détention tout au long de l'année dans la prison centrale de Hyderabad. Le recours formé contre son renvoi devant un tribunal antiterroriste était toujours en instance devant la Cour suprême à la fin de l'année.

Peine de mort

Au moins 13 personnes ont été exécutées, et au moins 258 condamnations à mort ont été prononcées, pour meurtre dans presque tous les cas. La grande majorité des condamnés ont été jugés par des tribunaux antiterroristes qui appliquaient une procédure contraire aux normes d'équité, notamment en ce qu'elle prévoit que les procès doivent être terminés dans un délai de sept jours. Plus de 3000 personnes étaient sous le coup d'une sentence capitale à la fin de 1999.

Les tribunaux militaires d'exception institués en novembre 1998 ont prononcé au moins neuf condamnations à mort. Après les avoir déclarés inconstitutionnels en février, la Cour suprême a annulé toutes les sentences capitales qu'ils avaient prononcées, et elle a renvoyé les procédures en instance devant des tribunaux antiterroristes. La Cour a en outre précisé qu'il fallait considérer toutes les sentences déjà exécutées comme des « *actes passés et terminés* ».

✓ Rafiuddin Babli a été exécuté le 3 janvier, alors que la Cour suprême s'apprêtait à examiner les requêtes mettant en cause la conformité constitutionnelle de ces tribunaux d'exception.

Plusieurs personnes condamnées à la peine capitale par des tribunaux militaires ont été rejugées et à nouveau condamnées à mort, au mépris des dispositions de la Constitution, qui interdisent la double condamnation.

✓ Mohammad Saleem, âgé d'environ quatorze ans en juin 1998, à l'époque des faits qui lui étaient reprochés, a été condamné à mort en décembre 1998 à la suite d'un procès qui a duré douze jours. Acquitté le 7 janvier, il a de nouveau été condamné à mort le 11 juin. Il était en instance d'appel à la fin de l'année.

L'inertie du gouvernement face aux atteintes aux droits humains

Le gouvernement n'a pris aucune mesure efficace pour mettre un terme aux violations des droits des femmes, des enfants et d'autres catégories défavorisées de la société, violations qui continuaient pourtant d'être très fréquentes. Citons, entre autres atteintes aux droits humains, le travail des enfants, qui concernait de trois à 10 millions d'entre eux, le travail forcé, les violences domestiques dont étaient victimes la majorité des femmes et des enfants, ainsi que le commerce des femmes. La police et l'appareil judiciaire continuaient en ces domaines à faire preuve d'un grand laxisme, permettant ainsi que l'impunité et les violations se perpétuent en un cycle sans fin. En août, le Sénat a rejeté une résolution condamnant les violences à l'encontre des femmes.

Plusieurs centaines de femmes et de jeunes filles ainsi qu'un grand nombre d'hommes ont été tués pour avoir, selon leurs accusateurs, déshonoré les membres masculins de leur famille. Ces meurtres étaient parfois commis sur la foi d'une simple allégation. Parmi les comportements féminins perçus comme déshonorants figuraient les relations sexuelles – avérées ou supposées – en dehors du mariage, le choix d'un conjoint contre la volonté des parents, ou le fait de solliciter le divorce. En outre, des femmes ont été accusées d'avoir déshonoré leur communauté parce qu'elles avaient été violées. Des défenseurs des droits des femmes ont parfois été pris pour cible en raison de leurs activités.

✓ Jameela Mandokhel, une arriérée mentale de seize ans, a été violée en mars. Lorsqu'elle a retrouvé sa communauté à Kurram Agency, un conseil tribal a jugé qu'elle avait déshonoré la tribu. La jeune fille a été abattue, et les autorités n'ont pris aucune mesure contre ses assassins.

✓ En avril, Samia Sarwar, une femme de vingt-neuf ans qui avait sollicité le divorce après des années de violences conjugales, a été abattue dans le cabinet de son avocate à Lahore par un employé de sa famille. Son initiative avait été considérée comme un déshonneur pour la famille. Par la suite, son avocate a été accusée de meurtre et menacée publiquement de mort pour avoir « *détourné [Samia Sarwar] du droit chemin* ».

Les suites du coup d'État

Le 15 octobre, après la proclamation de l'état d'urgence, le général Pervez Musharraf a promulgué l'Ordonnance constitutionnelle provisoire n° 1 de 1999, qui garantissait les droits fondamentaux en dépit de la suspension de la Constitution. Tout en déclarant que les tribunaux continueraient à fonctionner, le texte de

Plusieurs membres de l'ancien gouvernement ont été arrêtés immédiatement après le coup d'État et détenus par l'armée sans inculpation ni jugement. À la fin du mois de novembre, sept hommes, dont l'ancien premier ministre Nawaz Sharif, ont été inculpés de détournement d'avion, de prise d'otages et de tentative de meurtre pour avoir voulu empêcher l'avion du général Musharraf de se poser à Karachi le 12 octobre. Ils devaient être jugés par des tribunaux antiterroristes, mais leur procès n'avait pas encore débuté à la fin de l'année, l'acte d'accusation étant toujours en cours de rédaction.

Visites d'Amnesty International

Des délégués d'Amnesty International ont rencontré des membres de la société civile et de partis politiques pour discuter des réformes à entreprendre en vue d'améliorer la protection des droits humains après le changement de gouvernement.

Pour en savoir plus

Pakistan. Les mineurs face à la peine de mort (index AI : ASA 33/08/99).

Pakistan. Violence against women in the name of honour [Pakistan. Les violences contre les femmes pour des questions d'honneur] (index AI : ASA 33/17/99).

Pakistan. Femmes et jeunes filles tuées pour des questions d'honneur (index AI : ASA 33/18/99).

Pakistan. Lettre ouverte au général Parvez Musharraf (index AI : ASA 33/28/99).